

La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine

Morocco-Spain Cooperation Against Illegal Immigration

Dr. Brahim NAITOUGARZ

Docteur et chercheur en droit international et relations internationales

Résumé

L'immigration clandestine constitue, depuis le milieu des années 1990, l'un des dossiers les plus sensibles de la relation entre le Maroc et l'Espagne, points de contact le plus direct entre l'Afrique et l'Union européenne. Le présent article examine les logiques structurelles qui alimentent les flux migratoires irréguliers en provenance et à travers le Maroc à destination de l'Espagne, les tensions que ce phénomène fait naître avec la protection des droits de l'homme, ainsi que la manière dont Rabat et Madrid — en s'appuyant sur le cadre plus large de la politique européenne — ont progressivement construit des dispositifs bilatéraux de coopération pour l'endiguer. En croisant l'analyse des facteurs démographiques, économiques et sociaux du départ avec l'étude du cadre juridique européen (accords de Schengen, traités de Maastricht et d'Amsterdam, système d'information Schengen) qui structure la relation, du dispositif marocain (loi 02-03 du 22 mai 2003, création de la Direction de la Migration et de la Surveillance des Frontières) et du dispositif espagnol (lois de 1985 et 2000, régularisations successives, Système intégré de vigilance extérieure), l'article montre que l'approche exclusivement sécuritaire retenue de part et d'autre du détroit de Gibraltar a atteint ses limites, tant en termes d'efficacité que de respect des engagements internationaux relatifs aux droits humains. Il plaide pour une approche globale de la coopération maroco-espagnole, fondée sur le codéveloppement et une solidarité bilatérale plus concrète.

Mots-clés : Immigration clandestine ; coopération maroco-espagnole ; droits de l'homme ; politique migratoire européenne ; loi 02-03 ; détroit de Gibraltar ; Maroc ; Espagne.

Abstract

Since the mid-1990s, irregular migration has become one of the most sensitive issues in the relationship between Morocco and Spain, the most direct point of contact between Africa and the European Union. This article examines the structural drivers of irregular migration flows originating from, and transiting through, Morocco toward Spain, the tensions this phenomenon generates with human-rights protection, and the way Rabat and Madrid — drawing on the broader European policy framework — have gradually built bilateral cooperation mechanisms to curb it. By combining an analysis of the demographic, economic and social push factors with a study of the European legal framework (Schengen, Maastricht and Amsterdam), the Moroccan apparatus (Law 02-03 of 22 May 2003) and the Spanish apparatus (the 1985 and 2000 aliens laws, successive regularisation processes, the SIVE coastal surveillance system), the article shows that the security-centred approach adopted on both sides of the Strait of Gibraltar has reached its limits and argues for a comprehensive approach to Moroccan-Spanish cooperation based on co-development and stronger bilateral solidarity.

Keywords: Irregular migration; Moroccan-Spanish cooperation; human rights; European migration policy; Law 02-03; Strait of Gibraltar; Morocco; Spain.

Introduction

Parmi l'ensemble des frontières extérieures de l'Union européenne, celle qui sépare le Maroc de l'Espagne — matérialisée par le détroit de Gibraltar et par les enclaves de Ceuta et Melilla — constitue le point de contact le plus direct, et le plus exposé, entre l'Afrique et l'Europe. La relation entre Rabat et Madrid en matière migratoire ne se réduit donc pas à une simple déclinaison bilatérale du partenariat euro-méditerranéen : elle en est, à bien des égards, le laboratoire et le point de tension le plus visible, celui où se sont expérimentées, souvent dans l'urgence, les principales politiques de coopération sécuritaire ensuite étendues à l'ensemble de la relation euro-marocaine.

Dans ce cadre de coopération bilatérale, l'immigration clandestine alimente depuis plusieurs années les débats politiques entre l'Espagne et le Maroc, chacune des deux parties tentant, par des politiques renforcées, de faire face à ce phénomène. Depuis le début des années 1990, l'Espagne — et, à travers elle, l'Europe — exerce une attraction croissante sur les populations du Sud, portée par la mondialisation, le développement des nouvelles technologies de l'information et la diffusion massive d'images de prospérité. Parallèlement, la généralisation de l'obligation de visa a mécaniquement déplacé une partie des mouvements migratoires vers la clandestinité, faisant du Maroc, simultanément, un pays d'origine et un pays de transit pour l'Espagne.

La question centrale qui traverse cette recherche peut se formuler ainsi : l'Espagne, et à travers elle l'Union européenne, souhaite-t-elle que le Maroc joue le rôle d'un État-tampon, ou lui demande-t-elle d'assumer pleinement les responsabilités d'un État de transit dans un cadre bilatéral qu'elle aurait elle-même déterminé et équitablement partagé? Et, dans cette hypothèse, l'Espagne est-elle disposée à remplir son propre rôle à l'égard de son partenaire marocain? Pour répondre à ces interrogations, l'article est organisé en cinq temps : il analyse d'abord les logiques structurelles du phénomène migratoire clandestin qui alimente les flux vers l'Espagne (I), avant d'examiner les tensions que ce phénomène fait naître avec la protection des droits de l'homme (II); il retrace ensuite la construction progressive du cadre européen dans lequel s'inscrit la coopération maroco-espagnole ainsi que les mécanismes bilatéraux de réadmission (III), puis présente les fondements et les mécanismes respectifs de la politique marocaine et de la politique espagnole de lutte contre l'immigration clandestine (IV), avant de discuter les limites de l'approche sécuritaire retenue de part et d'autre du détroit de Gibraltar (V).

I. Les logiques structurelles du phénomène migratoire clandestin

L'acte d'émigrer est le produit d'une conjonction de facteurs internes aux pays de départ, qui n'auraient cependant pas la même portée en l'absence de facteurs d'appel exercés par les pays d'accueil. Le processus migratoire résulte ainsi de l'effet combiné de deux catégories de déterminants : des facteurs générateurs, propres aux pays d'origine, et des facteurs incitateurs, liés à l'attractivité perçue des pays de destination.

A. Les facteurs générateurs : pression démographique, pauvreté et chômage

Le continent africain concentre l'essentiel des retards observés en matière de transition démographique : en Afrique subsaharienne, celle-ci demeure bloquée à ses premières étapes, la forte baisse de la mortalité ne s'étant pas encore accompagnée d'une diminution comparable de la natalité. Cette situation démographique s'articule à une dynamique de régression économique et sociale, engagée depuis le milieu des années 1960, qui se traduit par un recul à grande échelle des taux de croissance du produit national brut et du revenu par habitant. Selon les rapports du Programme des Nations unies pour le développement, 51 pays africains sur un total de 53 ne figuraient pas, en 1998, parmi les pays à développement humain élevé — seuls Maurice (61^e rang mondial) et la Libye (64^e rang) faisaient exception.

Le Maroc n'échappe pas à cette fragilité structurelle : son PNB par habitant a connu une baisse moyenne de 0,2 % par an entre 1990 et 1997, conséquence de la persistance d'une dépendance des agrégats économiques aux aléas climatiques, malgré quinze années d'ajustement structurel. À cette précarité s'ajoute un déficit croissant en ressources naturelles, en particulier hydriques : selon une estimation de l'ONU réalisée en 1996, 2,2 milliards de personnes pourraient connaître une situation de pénurie d'eau à l'horizon 2050, et 4,6 milliards une situation d'alerte, soit un total de 6,8 milliards de personnes réparties dans une soixantaine de pays.

Le chômage constitue le troisième pilier de cette pression migratoire. Il a connu une progression sensible au cours de la décennie 1990 avant de refluer partiellement : 12,1 % en 1990, 16 % en 1995, 19 % en 1998 et 12,8 % en 2001. Les données de la Direction de la statistique pour la période 1999-2000 montrent une acuité particulière du chômage chez les jeunes urbains diplômés : le taux de chômage atteint 37,8 % pour la tranche des 15-24 ans en milieu urbain en 1999, contre 5,0 % seulement pour les personnes de 45 ans et plus. Ce différentiel générationnel et territorial nourrit une propension à émigrer d'autant plus forte que le seuil de pauvreté — fixé par la Banque mondiale à environ 10,90 dirhams par personne et par jour en milieu urbain et 8,40 dirhams en milieu rural — continue de toucher, selon les périodes, entre 13 % et 27 % de la population rurale. Il faut néanmoins souligner que les transferts et investissements des Marocains résidant à l'étranger permettent, selon une étude d'impact citée dans le corpus analysé, à 1,2 million de Marocains d'échapper à la pauvreté, ce qui atteste du rôle ambivalent de la migration, à la fois symptôme d'une fragilité économique et facteur d'atténuation de celle-ci.

Tableau 1 — Taux de chômage au Maroc selon le milieu de résidence.

Catégorie	2024	2025	Évolution
Jeunes de 15–24 ans	36,7 %	37,2 %	↑ 0,5 pt
Diplômés	19,6 %	19,1 %	↓ 0,5 pt
Femmes	19,4 %	20,5 %	↑ 1,1 pt

Tableau 2 — Taux de chômage selon catégories de population

Milieu de résidence	2024	2025	Évolution
National	13,3 %	13,0 %	↓ 0,3 pt
Urbain	16,9 %	16,4 %	↓ 0,5 pt
Rural	6,8 %	6,6 %	↓ 0,2 pt

Tableau 3 — Taux de chômage par tranche d'âge, T1 2025

Tranche d'âge	T1 2024	T1 2025	Évolution
15–24 ans	35,9 %	37,7 %	↑ 1,8 pt
25–34 ans	22,0 %	21,2 %	↓ 0,8 pt

35–44 ans	8,0 %	7,5 %	↓ 0,5 pt
45 ans et plus	4,5 %	3,9 %	↓ 0,6 pt

Source : Haut-Commissariat au Plan (HCP), données sur le chômage au Maroc, 2024–2025.

B. Les facteurs incitateurs : l'attractivité perçue des pays d'accueil

Aux facteurs de départ répondent des facteurs d'appel, tout aussi déterminants. L'image de réussite sociale qu'affiche l'émigré de retour au pays pendant les vacances annuelles, largement relayée par des programmes télévisés destinés à la communauté résidant à l'étranger, conforte l'idée d'un « eldorado » européen. La proximité géographique renforce cette perception : l'Europe se situe à quatorze kilomètres des côtes marocaines, et le littoral espagnol demeure visible depuis la côte marocaine qui s'étend de Tanger à Ceuta. Cette proximité alimente, chez une partie de la jeunesse désespérée, la tentation de la traversée du détroit sur des embarcations de fortune, un voyage qui s'achève trop souvent devant les autorités judiciaires ou par la mort en mer.

Le développement de cette migration est également la conséquence de la politique migratoire suivie par les pays européens, fondée sur la réduction drastique des visas et sur des contrôles rigoureux aux frontières, dans le droit fil de l'arsenal juridique de Schengen. Ces mesures ont toutefois eu des effets pervers : elles ont paradoxalement favorisé le développement de l'émigration illégale, dans la mesure où, une fois installé, l'émigré ne peut envisager de revenir « les mains vides » sans provoquer, aux yeux de son entourage, l'aveu d'un échec. Une demande de travail spécifique existe par ailleurs dans les pays d'accueil, émanant principalement de l'agriculture, du bâtiment et des services; cette demande est particulièrement forte dans le secteur informel, qui représenterait, dans les pays de l'arc méditerranéen, entre 20 et 25 % du PIB et tire un avantage financier et social évident d'une main-d'œuvre clandestine réputée docile et peu coûteuse.

Les statistiques disponibles pour l'Espagne et l'Italie illustrent l'ampleur de cette dynamique. Entre 1997 et 1999, la population marocaine recensée en Italie est passée de 131 406 à 146 491 personnes, soit une progression de 21,5 % en deux ans; sur la même période, les ressortissants marocains représentaient plus de 96 % des étrangers recensés en Espagne, avec 18 010 personnes en 1999. Un sondage réalisé en Espagne en 1996 auprès des candidats à la régularisation a révélé qu'une proportion très importante des immigrés travaillaient sans contrat (45 %), soit parce que l'employeur refusait de le leur délivrer (46 %), soit parce qu'ils ne le réclamaient pas eux-mêmes (26 %). Ces données rejoignent la formule, restée célèbre, d'Alfred Sauvy : « ou bien les richesses iront là où sont les hommes, ou bien ce seront les hommes qui iront là où sont les richesses ».

II. Immigration clandestine et protection des droits de l'homme

L'immigration non contrôlée est un phénomène social situé à la croisée des problématiques de souveraineté frontalière et de droit. Le fait d'appréhender l'immigration clandestine en termes de menace pour l'identité et la cohésion sociale relève, pour une part, d'une lecture erronée des phénomènes culturels, qui assimile des dynamiques hétérogènes et évolutives à des « corps » figés. Ce discours sécuritaire constitue paradoxalement, en lui-même, l'un des principaux dangers pesant sur la cohésion sociale qu'il prétend défendre, en désignant un groupe comme responsable de l'ensemble des maux d'une société.

A. Les effets pervers de la logique sécuritaire

Depuis 1995, la question migratoire est devenue un défi majeur pour les pays européens riverains de la Méditerranée. L'entrée en vigueur des accords de Schengen a permis d'instaurer une solidarité entre États européens face aux flux

migratoires et de renforcer le contrôle des frontières intérieures. Paradoxalement, ce dispositif n'a permis ni d'éradiquer ni même de freiner sensiblement la progression de l'immigration irrégulière. La multiplication des tragédies survenues aux frontières méridionales de l'Europe illustre les limites de cette politique migratoire fondée exclusivement sur la fermeture des frontières et la répression. En octobre 2005, quatorze migrants subsahariens ont trouvé la mort, dont plusieurs abattus par balles, et des centaines d'autres ont été blessés en tentant de franchir les barrières séparant le Maroc des enclaves de Ceuta et Melilla, sous souveraineté espagnole. Ces drames apparaissent comme le résultat quasi inéluctable d'une politique qui vise, avant tout, à décharger l'Europe de ses responsabilités en la matière.

L'exemple marocain illustre à cet égard la logique du « donnant-donnant » qui caractérise la coopération euro-méditerranéenne en matière migratoire : l'Union européenne finance le contrôle des frontières marocaines afin de lutter contre l'immigration clandestine, en contrepartie d'un engagement, jugé insuffisamment ferme et transparent, à hauteur de quarante millions d'euros. Or la lutte contre l'immigration clandestine doit trouver un juste équilibre entre l'admission ou le refus, sur le territoire, des ressortissants de pays tiers, d'une part, et l'obligation de protéger ceux qui ont véritablement besoin d'une protection internationale, d'autre part, telle qu'elle découle de la Convention européenne des droits de l'homme.

B. Les instruments de protection des migrants et des demandeurs d'asile

Le Parlement européen a adopté, à Strasbourg, en 1996, une résolution sur la situation des droits de l'homme dans l'Union européenne, votée par 260 voix contre 188 et 32 abstentions. Cette résolution déplore le caractère exclusivement répressif de nombreuses recommandations et déclarations adoptées au niveau communautaire en matière d'immigration, de droit d'asile et de regroupement familial. Elle demande aux États membres de garantir l'effet suspensif de l'appel dans les cas de demandes de régularisation rejetées en première instance, de reconnaître l'égalité de traitement en matière de droits économiques et sociaux pour les immigrés extracommunautaires, et condamne les reconduites collectives, prohibées par la Convention européenne des droits de l'homme.

S'agissant plus spécifiquement des demandeurs d'asile, le Parlement demande le plein respect, par les États membres, de leurs obligations en vertu de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du protocole additionnel du 21 janvier 1967. Il dénonce les conditions déplorables subies par les demandeurs d'asile dans les zones d'attente et les centres de rétention, et déplore que la notion de « pays tiers sûr » ne garantisse pas toujours une protection effective. De façon révélatrice, le droit d'asile n'est pas consacré, dans le corpus juridique européen, comme une catégorie autonome : il figure au sein des dispositions relatives au contrôle des frontières, ce qui traduit la subordination persistante de la protection internationale à l'impératif sécuritaire.

Le droit international humanitaire occupe, dans ce contexte, une place croissante mais encore largement inaboutie. La question des migrations demeure, pour l'essentiel, régie par les droits nationaux, alors même que le droit de l'immigration constitue une composante essentielle du droit international en construction, à la jonction des logiques bilatérales et multilatérales du système international. Plusieurs instances, dont le Haut Conseil à l'intégration en France, appellent les gouvernements européens à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 18 décembre 1990, qui offrirait aux migrants de véritables garanties sur le plan international.

III. Le cadre européen et les mécanismes bilatéraux de coopération maroco-espagnole

Les mouvements migratoires ont, à travers l'histoire, façonné des pays, des régions et des continents. De nos jours, la migration a pris, en Europe, une ampleur sans précédent par ses aspects socio-démographiques et économiques, mais aussi culturels et juridiques. En raison du caractère régalien traditionnellement attaché aux compétences relatives à la sécurité et à l'ordre public interne, les États membres de l'Union européenne n'ont accepté que tardivement d'adopter des dispositions communes de lutte contre l'immigration irrégulière.

A. L'approfondissement du cadre juridique communautaire

C'est dans le cadre des accords de Schengen que les premières mesures communes de lutte contre l'immigration irrégulière ont été mises en œuvre, avant d'être approfondies par le titre VI du traité de Maastricht du 7 février 1992, relatif à la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures. Ces mesures visent essentiellement à empêcher l'entrée de personnes en situation irrégulière par le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen, à instaurer des sanctions à l'encontre de toute entrée irrégulière et à organiser la responsabilité des transporteurs aériens, maritimes et routiers. Le Système d'information Schengen (SIS) permet aux autorités compétentes, grâce à une procédure d'interrogation automatisée, de disposer de signalements de personnes à l'occasion des contrôles de frontière et de douane. Dès la fin de l'année 1992, un Centre d'information, de réflexion et d'échanges en matière de franchissement des frontières et d'immigration (CIREFI) est créé afin d'aider les États membres à étudier les questions liées à l'immigration légale, à lutter contre les activités criminelles des réseaux de passeurs et à améliorer la détection des documents falsifiés. Le traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997 et entré en vigueur en mai 1999, marque une étape décisive en procédant à la « communautarisation » de certaines compétences en matière de lutte contre l'immigration irrégulière et en intégrant l'acquis de Schengen dans le traité sur l'Union européenne, tout en maintenant un volet intergouvernemental pour la coopération policière.

Sur mandat du Conseil européen de Tampere (octobre 1999), la Commission a présenté, en mars 2000, un tableau de bord pour l'examen des progrès réalisés en vue de la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice. Trois axes de ce tableau de bord concernent directement la lutte contre l'immigration irrégulière : la gestion des flux migratoires, l'intensification de la coopération contre la criminalité organisée et la lutte contre certaines formes spécifiques de criminalité, dont le trafic de migrants, susceptible d'être qualifié de crime contre l'État. À la suite du naufrage de juin 2000 à Douvres, la présidence française de l'Union européenne a proposé au Conseil l'adoption d'une directive relative à la définition de l'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers, ainsi qu'une décision-cadre relative au renforcement du cadre pénal applicable.

B. Les mécanismes de réadmission et la coopération avec le Maroc

Le Conseil a décidé, le 30 novembre 1994, d'élaborer un accord type bilatéral de réadmission entre un État membre et un pays tiers, applicable non seulement aux nationaux du pays cocontractant mais également aux ressortissants de pays tiers ayant transité par son territoire. Le traité d'Amsterdam ayant conféré à la Communauté européenne une compétence en matière de réadmission, le Conseil a adopté, le 2 décembre 1999, une décision imposant l'insertion, dans tout nouvel accord de coopération ou d'association conclu avec un État tiers, d'une clause de réadmission type. C'est dans ce cadre que l'Espagne a conclu, dès 1992, un accord de réadmission avec le Maroc, suivant en cela le modèle des accords bilatéraux conclus par d'autres États Schengen, notamment avec la Pologne.

Le Maroc demeure ainsi l'un des premiers pays concernés par cette politique de coopération collective, tantôt considéré par l'Union européenne comme pays d'origine, tantôt comme pays de transit des flux migratoires irréguliers. Un plan d'action « asile et migration » a été établi pour le Maroc dès 1999 par le Groupe de haut niveau institué à cet effet, préfigurant le souhait, exprimé plus récemment par les États membres, d'instaurer une politique de codéveloppement au niveau européen. La Commission européenne reconnaît toutefois elle-même qu'il est difficile de se faire une idée précise de l'ampleur réelle du phénomène : les seules données disponibles demeurent des indicateurs indirects — nombre d'entrées refusées, d'arrestations, de demandes de protection rejetées ou de retours exécutés sous contrainte — dont l'agrégation à l'échelle européenne reste, à ce jour, insuffisamment développée.

IV. Les politiques marocaine et espagnole de lutte contre l'immigration clandestine

« La lutte contre l'immigration clandestine ne doit pas se faire sur les frontières mais dans les lieux et les pensées des immigrants clandestins; elle doit s'opérer dans le cadre de la coopération Nord-Sud, basée sur un dialogue équilibré, et non pas reposer sur un monologue du Nord. Il faut une politique et non une police d'immigration. Le Sud ne doit pas être contraint à la mendicité », avertissait Khalil Jemmah, président de l'Association des familles et victimes de l'immigration clandestine (AFVIC). Le Maroc, longtemps pays traditionnel d'émigration vers la France en particulier, se trouve aujourd'hui à la fois pays d'origine et pays de transit d'une immigration subsaharienne en forte croissance depuis le début des années 1990, ce qui a conduit les autorités à mettre en place une politique fondée sur une approche globale et intégrée, privilégiant la dimension humaine et socio-économique.

A. La loi 02-03 : un cadre juridique adopté dans l'urgence sécuritaire

La loi marocaine 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et à l'immigration irrégulières a été adoptée à l'unanimité par le Parlement le 22 mai 2003, quelques jours seulement après les attentats terroristes de Casablanca du 16 mai 2003, qui avaient fait 45 morts. Ce contexte a fortement pesé sur la physionomie du texte, qui répond à quatre objectifs principaux d'ordre interne : un objectif démographique, visant à éviter que la population étrangère ne dépasse un certain seuil; un objectif économique, destiné à prévenir les phénomènes de concurrence déloyale liés à une main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière; un objectif social, visant à protéger le marché local de l'emploi; et un objectif de sécurité publique, la présence irrégulière d'étrangers étant a priori perçue comme porteuse de risques délictueux.

Le dispositif juridique marocain a ainsi mis en place des mesures administratives destinées à atténuer le phénomène tout en s'engageant, en principe, à respecter les droits des immigrés et à leur garantir des conditions équitables. Il reste que la loi, à elle seule, ne peut venir à bout du phénomène : ni les mesures coercitives ni les mesures persuasives ne suffisent, isolément, à endiguer les flux de clandestins, ce qui a conduit à la création d'organes administratifs spécialisés, au premier rang desquels la Direction de la Migration et de la Surveillance des Frontières, rattachée au ministère de l'Intérieur.

B. Un dispositif opérationnel en expansion continue

Les statistiques officielles témoignent d'une montée en puissance rapide du dispositif répressif marocain au cours des années 2002-2005. En 2002, les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation d'environ 29 490 candidats à l'immigration clandestine, dont 14 860 ressortissants subsahariens, originaires principalement du Mali, du Sénégal, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, du Burkina Faso, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Libéria, de Gambie et du Tchad, qui s'infiltrèrent le plus souvent par la frontière algérienne à l'aide de documents falsifiés. En 2004, ce sont plus de 425 réseaux

spécialisés dans l'émigration clandestine qui ont été démantelés, soit une progression de 60 % par rapport à 2003, pour un total de 26 000 arrestations, dont environ 17 000 ressortissants subsahariens. Au cours des trois premiers mois de l'année 2005 seulement, 7 600 candidats supplémentaires à l'émigration clandestine ont été interpellés.

Sur les dix premiers mois de l'année 2005, 380 réseaux actifs ont été démantelés et environ 3 600 migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont été rapatriés au moyen de vingt-deux vols affrétés par le Royaume, pour un coût estimé à une centaine de millions d'euros, incluant l'hébergement et les soins apportés aux personnes concernées au nom de la préservation de la dignité humaine. Selon les autorités marocaines, l'ensemble des actions entreprises en matière de lutte contre l'immigration clandestine aurait été financé sur fonds propres, sans aide étrangère substantielle au cours de la décennie précédente — une affirmation qui doit toutefois être appréciée à l'aune du soutien financier européen évoqué par ailleurs dans le cadre des accords de coopération. Ces efforts se seraient traduits par une baisse de 40 % des tentatives de pénétration aussi bien vers les Canaries que vers la péninsule Ibérique.

Année / période	Indicateur	Nombre
2024	Réseaux de trafic de migrants démantelés	332
2024	Organisateurs et intermédiaires de migration interpellés par la DGSN	425
2024	Candidats à la migration dont les tentatives ont été avortées par la DGSN	32 449
2024	Dont ressortissants étrangers parmi les candidats interceptés par la DGSN	9 250
2024	Personnes poursuivies pour des affaires d'organisation de migration irrégulière	2 858
2024	Personnes poursuivies placées en détention	1 296
2024	Personnes poursuivies laissées en liberté	1 562
2025	Tentatives d'émigration irrégulière avortées	73 640
2025	Réseaux de trafic démantelés	Plus de 300
2025	Migrants secourus en mer	13 595

Tableau 4 — Arrestations liées à l'immigration clandestine au Maroc (2024-2025)

Source: Ministère de l'intérieur marocaine et Bilan DGSN 2024-2025

D'après ces statistiques le nombre de tentatives d'émigration irrégulière avortées est passé de 78 685 en 2024 à 73 640 en 2025, soit une diminution d'environ 6,4 %.

C. L'expérience espagnole : entre régularisations successives et durcissement du contrôle

L'Espagne offre un point de comparaison instructif. Pour les migrants subsahariens, elle constitue avant tout une porte d'entrée vers l'Europe plutôt qu'une destination finale. L'immigration subsaharienne y demeure relativement peu élevée mais s'est accrue depuis le milieu des années 1980 : le processus de régularisation de 1991 avait concerné 12 586 immigrés subsahariens, soit près de 10 % des demandes déposées, révélant l'ampleur du réservoir d'immigration en situation irrégulière constitué à la faveur de la loi de 1985 sur les droits et libertés des étrangers, jugée trop restrictive. La loi du 11 janvier 2000, qui lui a succédé, a pris davantage en compte les droits des étrangers résidant en Espagne et a été suivie d'une nouvelle opération de régularisation entre le 31 mars et le 31 juillet 2000.

Selon les données de l'**Instituto Nacional de Estadística (INE)**, la population résidente en Espagne a atteint **49 128 297 habitants au 1er janvier 2025**, contre **48 619 695 au 1er janvier 2024**. La population de nationalité étrangère est passée de **6 502 282 à 6 911 971 personnes** sur la même période

Tableaux5: Évolution des résidents africains en Espagne, 2024–2025

Nationalité	2024	2025	Variation absolue	Évolution
Marocaine	920 693	968 999	+48 306	+5,2 %
Ensemble des étrangers	6 502 282	6 911 971	+409 689	+6,3 %

Entre 2024 et 2025, la population étrangère résidant en Espagne a connu une progression significative. Cette évolution concerne également les ressortissants africains, notamment les Marocains, qui demeurent la principale communauté africaine du pays. Leur nombre est passé de 920 693 personnes au 1er janvier 2024 à 968 999 au 1er janvier 2025, soit une augmentation de 5,2 %. Cette dynamique confirme la place centrale du Maroc dans les flux migratoires et dans la composition de la population étrangère résidente en Espagne.

V. les limites de l'approche sécuritaire et la nécessité d'une approche globale

L'analyse conjointe des dispositifs européen et marocain fait apparaître une convergence progressive des deux politiques autour d'une même matrice sécuritaire : renforcement des contrôles aux frontières, multiplication des accords de réadmission, financement croisé des dispositifs de surveillance. Cette convergence n'a cependant pas produit les effets escomptés. La multiplication des tragédies humaines aux frontières méridionales de l'Europe — dont le drame de Ceuta et Melilla en octobre 2005 demeure l'illustration la plus dramatique — démontre que la politique migratoire européenne, fondée quasi exclusivement sur la fermeture des frontières et la répression, est parvenue à une impasse qui ne peut qu'engendrer de nouvelles atteintes aux droits fondamentaux des personnes migrantes.

Cette impasse tient pour partie à une lecture tronquée des responsabilités historiques. Une relecture attentive de l'histoire contemporaine du continent africain permet de rappeler qu'une part significative de la responsabilité du phénomène incombe aux anciennes puissances coloniales, dont le retrait précipité a laissé un héritage de frontières artificielles, source de conflits et de zones de tension durables, qui continuent aujourd'hui de saper les efforts de développement économique des pays d'origine. Le règlement de ce phénomène multidimensionnel est, en conséquence, tributaire de l'adoption d'une stratégie globale : une politique migratoire réussie suppose une coopération Nord-Sud effective et une participation

véritable au développement durable des pays émetteurs de migrants, notamment par la mise en chantier de micro-projets à caractère économique générateurs d'emplois, susceptibles de contribuer à la fixation des populations sur place.

Sur le plan strictement juridique, l'hypothèse d'une « constitutionnalisation » de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne rendrait les juridictions européennes compétentes pour sanctionner la pratique, par un État membre, d'expulsions collectives ou de renvois forcés d'étrangers vers un pays où l'intégrité de leur personne ne serait pas garantie. Mais l'effectivité de tels mécanismes suppose une volonté politique clairement assumée de faire prévaloir le respect des droits de la personne sur les seules contingences économiques et les préoccupations sécuritaires — volonté qui, à ce jour, demeure largement en retrait par rapport aux textes adoptés.

Pour le Maroc, la difficulté est double : garantir à sa propre population active un emploi, un avenir et des conditions de vie décentes, tout en assumant, dans des conditions financières et humaines de plus en plus contraignantes, la charge d'un pays de transit pour une jeunesse africaine confrontée à la misère, aux conflits armés et aux épidémies, qui regarde de plus en plus vers l'Europe et considère désormais le Royaume comme la dernière étape avant l'accès à l'espace européen. Cette situation invite à des recommandations opérationnelles convergentes : la création de programmes et d'objectifs communs de travail entre les deux rives, permettant d'influer sur les décideurs publics et privés; la sensibilisation des opinions publiques des deux côtés de la Méditerranée sur les enjeux humains du phénomène; et l'information des candidats à l'émigration sur les risques réels encourus, dans une perspective de dissuasion et d'orientation vers des filières d'émigration ordonnée et légale.

VI. la coopération maroco-espagnole à l'épreuve des crises et des réformes (2019-2026)

Deux décennies après l'adoption de la loi 02-03, la relation migratoire entre Rabat et Madrid a connu des évolutions substantielles, marquées par une alternance de ruptures diplomatiques brutales et de phases de coopération renforcée, tandis que le cadre juridique européen a lui-même été profondément reconfiguré. La présente partie actualise, point par point, les développements juridiques, statistiques et diplomatiques survenus depuis le milieu des années 2000.

A. Les crises diplomatiques de 2021 et 2022 : la migration comme instrument de pression

Le 17 mai 2021, entre 8 000 et 10 000 personnes, majoritairement des ressortissants marocains accompagnés de nombreux mineurs isolés, sont entrées en l'espace de quelques heures dans l'enclave de Ceuta, à la faveur d'un relâchement délibéré des contrôles frontaliers marocains. Cet épisode survient dans un contexte de crise diplomatique bilatérale consécutive à l'accueil, en Espagne, du chef du Front Polisario Brahim Ghali pour des soins médicaux liés à la Covid-19, sur fond de contentieux persistant relatif à la souveraineté sur le Sahara occidental. Le Maroc reconnaîtra par la suite avoir volontairement laissé passer les migrants, confirmant la dimension de pression diplomatique de cet épisode. Quelques mois plus tard, en mars 2022, le gouvernement de Pedro Sánchez opère un revirement significatif en reconnaissant le plan marocain d'autonomie comme la base la plus sérieuse pour le règlement du différend sahraoui, ouvrant la voie à une feuille de route bilatérale signée à Rabat en avril 2022 puis à la normalisation progressive des relations.

Cette normalisation n'a toutefois pas mis fin aux tragédies humaines à la frontière. Le 24 juin 2022, environ 2 000 migrants, pour l'essentiel soudanais, ont tenté de franchir en force la clôture séparant Nador de Melilla. L'intervention des forces de sécurité marocaines et espagnoles s'est soldée, selon le bilan officiel, par la mort d'au moins 23 personnes, par asphyxie et à la suite d'une bousculade, un chiffre que plusieurs organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International et Human Rights Watch, jugent sous-évalué. Trois ans après les faits, aucune enquête judiciaire indépendante

n'a abouti ni au Maroc ni en Espagne, une situation dénoncée comme un facteur d'impunité durable et une nouvelle illustration des limites, déjà relevées dans la partie II du présent article, de l'approche strictement sécuritaire.

B. Le réchauffement des relations bilatérales (2022-2025)

Depuis la feuille de route d'avril 2022, Rabat et Madrid se sont attachés à construire un partenariat qualifié de « moderne, global et transversal », reposant sur des mécanismes de dialogue institutionnalisés, au premier rang desquels les Réunions de haut niveau (RHN) tenues alternativement dans les deux capitales. La 12e RHN, réunie à Rabat le 2 février 2023, a donné lieu à la signature d'accords couvrant, entre autres, la gestion migratoire, la sécurité sociale et le développement territorial. La 13e RHN, tenue à Madrid le 4 décembre 2025, a permis la signature de quatorze nouveaux instruments de coopération, dans des domaines allant de la diplomatie à l'agriculture, tout en confirmant l'ampleur des échanges commerciaux bilatéraux : l'Espagne demeure le premier partenaire commercial du Maroc, avec des échanges ayant atteint environ 22,7 milliards d'euros en 2024. Sur le plan sécuritaire, les ministres de l'Intérieur des deux pays ont, en février 2025, qualifié leur coopération policière contre le terrorisme, la criminalité organisée et les réseaux de traite d'exceptionnelle. L'organisation conjointe, avec le Portugal, de la Coupe du monde de football de 2030 constitue un horizon supplémentaire de coopération bilatérale.

C. L'évolution récente des flux et des statistiques migratoires

Les statistiques disponibles pour la période 2023-2025 confirment, d'une part, la persistance d'une pression migratoire significative sur la route atlantique et, d'autre part, un recul sensible des arrivées irrégulières en Espagne depuis 2024, attribué par les autorités espagnoles à l'intensification de la coopération avec le Maroc et, plus largement, avec les pays de départ ouest-africains, dont la Mauritanie. Selon le ministère marocain de l'Intérieur, environ 87 000 candidats à la migration irrégulière ont été interceptés en 2023, contre 78 685 en 2024 (soit une hausse de 4,6 % par rapport à 2023), dont plus de 18 600 personnes secourues en mer, en hausse de près de 11 % sur un an. Du côté espagnol, le ministère de l'Intérieur a recensé 64 019 arrivées irrégulières sur l'ensemble du territoire en 2024, contre environ 36 775 en 2025, soit un recul de 42,6 % en un an; la baisse est particulièrement marquée sur la route des Canaries, longtemps l'itinéraire le plus emprunté et le plus meurtrier, où les arrivées ont chuté de 46 843 à 17 788 personnes (-62 %) entre 2024 et 2025. L'archipel des Baléares a en revanche connu une hausse des arrivées d'environ 24,5 % sur la même période, portées principalement par des départs depuis l'Algérie, ce qui illustre un déplacement partiel des routes migratoires plutôt qu'une réduction homogène du phénomène à l'échelle régionale. L'organisation Caminando Fronteras estime, pour sa part, à plus de 3 000 le nombre de personnes mortes ou disparues en tentant de rejoindre l'Espagne par mer au cours de la seule année 2025, rappelant que la baisse des arrivées ne traduit pas nécessairement une réduction proportionnelle du coût humain du phénomène.

Tableau 4 — Indicateurs migratoires maroco-espagnols récents (2023-2025)

Indicateur	2023	2024	2025
Migrants interceptés par le Maroc (terre et mer)	≈ 87 000	78 685 (+4,6 %)	n.d.
dont migrants secourus en mer par le Maroc	≈ 16 800	18 645 (+10,8 %)	n.d.
Arrivées irrégulières totales en Espagne	n.d.	64 019	36 775 (-42,6 %)
dont route des Canaries	n.d.	46 843	17 788 (-62 %)
dont Baléares (départs majoritairement d'Algérie)	n.d.	≈ 5 900	≈ 7 300 (+24,5 %)
Morts et disparus en mer vers l'Espagne (est. Caminando Fronteras)	n.d.	n.d.	> 3 000

Sources : ministère marocain de l'Intérieur; ministère espagnol de l'Intérieur; Caminando Fronteras; InfoMigrants; Atalayar; H24info, 2025-2026.

D. Le nouveau cadre juridique européen : le pacte sur la migration et l'asile

Adopté par le Conseil de l'Union européenne le 14 mai 2024 au terme de plusieurs années de négociations, le pacte européen sur la migration et l'asile constitue la réforme la plus substantielle du régime d'asile européen commun depuis les accords de Schengen et le traité d'Amsterdam évoqués dans la partie III du présent article. Composé de neuf règlements et d'une directive, ce paquet législatif — entré en application le 12 juin 2026 dans l'ensemble des États membres — instaure un filtrage obligatoire aux frontières extérieures, une procédure d'asile accélérée à la frontière pour certaines catégories de demandeurs, ainsi qu'un mécanisme de solidarité obligatoire entre États membres, combinant relocalisations, contributions financières et appuis opérationnels. La Commission européenne présente ce nouveau cadre comme ayant déjà permis, en amont de son entrée en vigueur, une réduction sensible des franchissements irréguliers aux frontières extérieures de l'Union, sans que l'articulation entre ce mécanisme européen et les accords bilatéraux de réadmission antérieurs, tel celui conclu entre l'Espagne et le Maroc dès 1992, soit encore pleinement stabilisée.

E. Une réforme législative marocaine toujours en suspens

Contrairement au cadre européen, le dispositif juridique marocain régissant l'entrée et le séjour des étrangers n'a pas connu de refonte équivalente. Plus de vingt ans après son adoption dans l'urgence sécuritaire consécutive aux attentats de Casablanca, la loi 02-03 demeure en vigueur sans modification substantielle, en dépit des engagements pris dans le cadre de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile (SNIA) de 2013 et des appels répétés d'organisations de la société civile, dont le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM), à l'adoption des textes relatifs à l'immigration et à l'asile prévus par cette stratégie. Seule la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains a, à ce jour, été effectivement adoptée par le Parlement marocain; les projets de loi sur l'immigration et sur l'asile demeurent, quant à eux, en instance depuis plusieurs années, ce qui conduit le Conseil national des droits de l'homme à plaider pour une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle.

F. La crise de Ceuta de l'été 2026 : la persistance de la vulnérabilité du dispositif bilatéral

L'ampleur de la coopération diplomatique construite depuis 2022 n'a pas empêché la résurgence, à la toute fin du mois de juillet 2026, d'une crise migratoire d'une intensité inédite. En quelques jours, entre le 30 juillet et le début du mois d'août 2026, plusieurs dizaines de milliers de personnes — les estimations varient, selon les sources, entre 60 000 et 80 000, la plupart de jeunes hommes de nationalité marocaine — ont franchi à la nage ou à pied la frontière séparant le Maroc de

Ceuta, submergeant les capacités d'accueil de cette ville de moins de 85 000 habitants et conduisant ses autorités locales à réclamer la déclaration de l'état d'urgence nationale. Le bilan humain de cet épisode reste, à l'instar de celui de Melilla en 2022, sujet à controverse : les autorités espagnoles ont fait état d'au moins 88 décès, tandis que le ministère marocain de l'Intérieur n'en reconnaissait initialement que 11, un écart qui a ravivé les critiques sur le manque de transparence entourant le décompte des victimes. Sur le plan diplomatique, cet épisode a provoqué des tensions inédites au sein même de l'Union européenne, certains responsables italiens ayant évoqué la possibilité de demander la suspension de l'Espagne de l'espace Schengen, en imputant la crise à la politique migratoire espagnole — en particulier à une décision de la Cour suprême du 8 juillet 2026 limitant les possibilités de renvoi accéléré des migrants arrivés par voie maritime. Cette crise illustre, plus de vingt ans après les événements d'octobre 2005 analysés dans la partie II du présent article, la persistance structurelle de la vulnérabilité du dispositif bilatéral face à des dynamiques migratoires et diplomatiques que ni le renforcement du contrôle sécuritaire ni l'approfondissement du partenariat institutionnel n'ont permis, à ce jour, de stabiliser durablement.

Au total, l'actualisation de cette recherche confirme, plutôt qu'elle ne dément, le diagnostic initial de l'article : la coopération maroco-espagnole a gagné, depuis le milieu des années 2000, en densité institutionnelle et en sophistication technique, sans pour autant s'affranchir de sa dépendance structurelle à la conjoncture diplomatique bilatérale ni résoudre durablement la tension, identifiée dès la partie II, entre impératif de contrôle des frontières et protection des droits fondamentaux des personnes migrantes.

Conclusion

Le problème de l'immigration clandestine, tel qu'il se pose entre le Maroc et l'Espagne, résiste aux formules simples. Par des mesures strictement réglementaires, ni le Maroc ni l'Espagne ne peuvent maintenir durablement, loin de leurs frontières communes, des poches de misère structurelle. Toute tentative sérieuse de modération du phénomène suppose d'agir sur ses causes profondes — démographiques, économiques et sociales —, sachant que la tâche est nécessairement complexe et s'inscrit dans la durée. Elle interpelle à la fois les gouvernements des pays d'origine, les autorités marocaines et les autorités espagnoles, appelées à donner une dimension plus concrète à leur solidarité bilatérale.

Le Maroc, en particulier, voit sa position évoluer d'un statut de pays traditionnellement émetteur vers celui, désormais central, de pays de transit pour l'immigration subsaharienne à destination de l'Espagne. Cette évolution invite à dépasser la seule logique de coopération sécuritaire, telle qu'elle s'est déployée depuis le milieu des années 1990 entre Rabat et Madrid, pour construire un partenariat véritablement équilibré, dans lequel la protection des droits fondamentaux des personnes migrantes ne soit plus systématiquement subordonnée aux impératifs de contrôle des frontières. C'est à cette condition que la coopération maroco-espagnole pourra pleinement assumer la dimension de coresponsabilité qu'appelle, de part et d'autre du détroit de Gibraltar, la gestion durable des flux migratoires.

Conclusion

Le problème de l'immigration clandestine, tel qu'il se pose entre le Maroc et l'Espagne, résiste aux formules simples. Par des mesures strictement réglementaires, ni le Maroc ni l'Espagne ne peuvent maintenir durablement, loin de leurs frontières communes, des poches de misère structurelle. Toute tentative sérieuse de modération du phénomène suppose d'agir sur ses causes profondes — démographiques, économiques et sociales —, sachant que la tâche est nécessairement complexe et s'inscrit dans la durée. Elle interpelle à la fois les gouvernements des pays d'origine, les autorités marocaines et les autorités espagnoles, appelées à donner une dimension plus concrète à leur solidarité bilatérale.

Le Maroc, en particulier, voit sa position évoluer d'un statut de pays traditionnellement émetteur vers celui, désormais central, de pays de transit pour l'immigration subsaharienne à destination de l'Espagne. Cette évolution invite à dépasser la seule logique de coopération sécuritaire, telle qu'elle s'est déployée depuis le milieu des années 1990 entre Rabat et Madrid, pour construire un partenariat véritablement équilibré, dans lequel la protection des droits fondamentaux des personnes migrantes ne soit plus systématiquement subordonnée aux impératifs de contrôle des frontières. C'est à cette condition que la coopération maroco-espagnole pourra pleinement assumer la dimension de coresponsabilité qu'appelle, de part et d'autre du détroit de Gibraltar, la gestion durable des flux migratoires.

Références

- ACHOUAL Abdelghafour, Le salariat industriel au Maroc (1956-1980), mémoire de DES en sciences économiques, Faculté de droit, Rabat, 1983.
- Conseil de l'Union européenne, Conclusions du Conseil du 30 novembre 1994 concernant les modalités de fonctionnement et le développement du CIREFI, Journal officiel des Communautés européennes, C 274/50, 19 septembre 1996.
- Conseil de l'Union européenne, Proposition de plan global de lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains dans l'Union européenne, Journal officiel des Communautés européennes, C 142, 14 juin 2002.
- Convention d'application de l'accord de Schengen, article 92 (Système d'information Schengen).
- Direction de la Statistique, Enquête nationale sur l'emploi, bulletin n° 56, Rabat, avril 2001.
- Gozálvéz Pérez Vicente, « L'immigration irrégulière des Africains en Espagne : bilan et perspectives », in Migration clandestine : enjeux et perspectives, colloque organisé par l'AMERM, ALKARAMA.
- L'Économiste / MAP, synthèse, 28 avril [s.d.].
- Le Matin (Maroc), 20 décembre 2003.
- Le Monde, 25 avril 1995.
- Le Monde, 21 décembre 2003.
- Parlement européen, Résolution sur la situation des droits de l'homme dans l'Union européenne, Strasbourg, 1996.
- Presse internationale (Associated Press), 20 septembre 2005.
- World Bank, World Development Report 2002, Washington D.C.
- Conseil de l'Union européenne, Pacte sur la migration et l'asile, adopté le 14 mai 2024, entré en application le 12 juin 2026 (consilium.europa.eu).
- GADEM, « 20 ans de la loi n° 02-03 — à quand la réforme? », 24 novembre 2023.
- Human Rights Watch, « Maroc/Espagne : décès de migrants près de la frontière à Melilla », 29 juin 2022.
- InfoMigrants, « Routes migratoires : près de 80 000 migrants interceptés par le Maroc en 2024 », 7 février 2025.
- Ministère espagnol de l'Intérieur, bilan annuel des arrivées irrégulières 2025 (data.gob.es / interior.gob.es).
- Atalayar, « Le Maroc, partenaire clé dans la lutte contre l'immigration clandestine », 3 décembre 2025.
- France Info, « On vous explique la crise ouverte par l'afflux de migrants à Ceuta », 31 juillet 2026.
- Euronews, « Crise migratoire : le Maroc annonce 11 morts à Ceuta, un bilan en net contraste avec les chiffres espagnols », 3 août 2026.
- Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, « 13e Réunion de haut niveau Maroc-Espagne », Madrid, 4 décembre 2025.

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقي

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن

جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
يوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
ويقضا ويؤشورها وناحية
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتشف المجلات
المختلفة بمجلات المعاصم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في ذلك رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمقنوج.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



Online - Open Access

اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسات دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداغ : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطى : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة

قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شقراء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام

د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص

د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص

د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام

د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية

د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام

د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص

ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير

ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة

ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي

ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات

ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية

د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص

ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير

ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص

ذ. حللمي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه

ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. عبد الواحد الركيكلي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق

ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق

ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق

د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر

د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية

د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق

د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -

د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية

د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق

د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص

د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص

د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق

ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص

د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص

د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص

ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص

د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص

ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط

ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص

د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص

ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام

د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص

د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام

د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب

د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص

د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص

د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص

د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص

د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية

د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص

د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية

د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية

د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا

د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص

د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص

د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



مجلة علمية محكمة تعنى بنشر الدراسات
و الابحاث في مختلف فروع القانون

28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
● محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكليات القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقيد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhanman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Ain Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمجامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع